

Les affaires de toutes les compagnies réunies ont bien augmenté en 1953 au regard de celles de l'année précédente. Le nombre de petits prêts consentis au public durant l'année a passé de 755,506 à 770,265, soit une augmentation de 2 p. 100, et la somme de ces prêts s'est accrue de \$167,161,448 à \$174,503,558, ou de 4 p. 100. La moyenne des petits prêts s'est établie à environ \$227 en 1953, comparativement à \$221 en 1952. A la fin de 1953, le nombre des petits prêts en souffrance était de 482,966 pour la somme de \$81,840,415, soit une moyenne de \$169 par prêt, tandis qu'à la fin de 1952 on enregistrait 467,594 petits prêts s'élevant à \$76,990,337 établissant une moyenne de \$165 par prêt.

Section 3.—Ventes d'obligations canadiennes*

En 1953, les emprunteurs canadiens, gouvernements ou sociétés, ont vendu, par divers modes de financement, de nouvelles obligations représentant au total \$2,945,488,665. Cette somme accuse une augmentation de \$917,260,525 sur les obligations vendues en 1952, qui avaient valu \$2,028,228,140, mais par contre elle fait voir une diminution de \$207,951,788 par rapport au record d'après-guerre de \$3,153,440,453, établie en 1950. On trouvera dans les éditions antérieures de l'*Annuaire* les chiffres comparatifs de ces ventes durant les deux guerres mondiales. Les chiffres relatifs à 1944-1953 figurent au tableau 7 du présent volume, page 1246.

Au sujet de ces chiffres, il y a lieu de remarquer que le total annuel comprend les ventes d'obligations d'épargne du Canada pour la somme globale vendue, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année ou jusqu'aux dates de clôture des années subséquentes. Ainsi, le total de \$380,761,100 de la 7^e série (1952) comprend les achats jusqu'à la date de clôture le 31 août 1953, et le total de \$850,548,900 de la 8^e série (1953) comprend les achats jusqu'à la date de clôture à la fin de la même année (voir le tableau 6, page 1245).

Un aspect intéressant de la vente de la 8^e série, ce fut la proportion des ventes effectuées par conversion d'obligations que détenaient déjà les acheteurs qui tenaient à bénéficier du taux d'intérêt plus élevé de cette nouvelle série. Faut de rapport sur toutes les obligations rachetées, il est impossible d'en faire connaître la proportion par rapport au total. Toutefois, lorsque sera connue cette proportion, on devrait quand même constater que les "nouveaux" achats d'argent ont été fort supérieurs à ceux des campagnes précédentes.

Aux fins d'analyse, les ventes d'obligations de 1953, évaluées à \$2,945,488,665, peuvent se répartir ainsi qu'il suit: fédérales, \$1,950,548,900; provinciales et garanties, \$436,616,900; municipales, \$222,027,065; de sociétés, \$336,295,800 (voir le tableau 7). Sur la somme des obligations provinciales et garanties, \$258,500,000 ont représenté des émissions directes et \$178,116,900, les émissions garanties, telles que les obligations des entreprises hydro-électriques et les émissions municipales garanties par les gouvernements provinciaux. Sur les \$222,027,065 d'obligations municipales, \$186,784,460 ont représenté des émissions directes et \$35,242,605, des émissions paroissiales et diverses lancées surtout pour des écoles et des hôpitaux.

L'année 1953 a fait voir une augmentation sensible du volume des émissions d'obligations canadiennes mises en vente sur le marché des États-Unis. Il s'en est vendu au total \$306,599,215, comparativement à \$284,650,025 en 1952, soit une